L'Histoire
L'Histoire, no. 549
DOSSIER, dimanche 1 novembre 2026 4414 mots, p. 32

La guerre de Sept Ans

Comment la France a perdu l'Amérique

Edmond Dziembowski

La guerre de Sept Ans éclate dès 1755 en Amérique du Nord où Britanniques et Français rivalisent pour la domination du continent. Le conflit devient ensuite mondial. Et se solde par la disparition de la Nouvelle-France.

La guerre de Sept Ans porte mal son nom. Lorsque la Grande-Bretagne déclare les hostilités à la France, le 17 mai 1756, celles-ci font rage depuis une année déjà en Amérique du Nord. Quand le conflit s'achève en février 1763 sur la signature des traités de Paris et d'Hubertsbourg, les armes se sont tues de longue date dans le Nouveau Monde. La prise de Montréal par les Britanniques, le 8 septembre 1760, a mis fin à ce que les historiens anglo-saxons appellent la « *French and Indian War* » et leurs collègues canadiens, la « guerre de la Conquête ». La diversité de ces noms de baptême n'est pas anecdotique. Elle témoigne d'un conflit dont la nature rompt avec la tradition des guerres en Europe. S'efface un passé dominé par les querelles dynastiques, principale cause des guerres ayant ensanglanté le continent depuis le Moyen Age. Née du choc de deux ambitions coloniales rivales, la guerre de Sept Ans n'est en aucun cas une énième « guerre de succession ».

Dans son *Histoire des peuples de langue anglaise*(1956), Churchill la regardait comme la toute première guerre mondiale de l'histoire. L'homme d'État britannique, qui était à ses moments de loisir un historien de valeur, s'élevait contre une tradition qui, aux XIXe et XXe siècles, s'était focalisée sur le versant européen de la guerre. En insistant sur son caractère planétaire, Churchill nous invitait à considérer une autre rupture que cette guerre porte en elle : phénomène sans précédent pour un conflit de grande envergure, la guerre de Sept Ans a éclaté en Amérique du Nord. Ce n'est que dans un second temps qu'elle s'est propagée au reste du monde.

Cette guerre possède une dernière particularité. Donnons la parole à un habitant du Havre, qui livre ses réflexions en 1756 dans l' *Année littéraire*. Les hostilités engagées en Amérique, remarque-t-il, sont différentes des précédents conflits : *« C'est la nation anglaise qui, d'un accord unanime, attaque la nôtre pour lui enlever un bien propre à chacun de nous. »*Pour cet observateur, le conflit s'apparente à une guerre nationale.

Ses enjeux concernent tous les Français. Rien ne destinait la rivalité franco-britannique au Nouveau Monde à produire une conflagration mondiale. Depuis la fin du XVIIe siècle, les conflits européens se sont tous doublés d'un affrontement en Amérique où s'opposaient les ambitions de la France et de la Grande-Bretagne. Mais ce théâtre d'opérations restait secondaire au regard des enjeux fondamentaux du Vieux Continent.

En 1754, l'Europe est en paix depuis six ans. D'un naturel pacifique, Louis XV s'efforce de maintenir la bonne entente avec ses voisins et, au premier chef, avec la Grande-Bretagne. Si l'horizon paraît serein à l'ouest, des sources de tensions persistent en Europe centrale après le traité d'Aix-la-Chapelle qui a

mis fin à la guerre de la Succession d'Autriche (1740-1748). L'impératrice-reine Marie-Thérèse entend récupérer la Silésie, que lui a ravie, en 1742, le roi de Prusse Frédéric II. Le conflit, néanmoins, paraît improbable. L'intérêt du principal allié de la maison d'Autriche, la Grande-Bretagne, est en effet de préserver la paix en Europe centrale. Depuis 1714 et l'avènement d'une dynastie allemande sur le trône de Grande-Bretagne, le ministère britannique se doit de veiller à la stabilité du Saint Empire, George II étant à la fois roi de Grande-Bretagne et Électeur de Hanovre. La reprise d'une guerre entre l'Autriche et la Prusse mettrait en péril la principauté allemande, proie facile pour Frédéric II.

Les intérêts de la Grande-Bretagne étant maritimes et coloniaux, le cabinet de Londres est contraint de mener une politique du grand écart. La paix d'Aix-la-Chapelle de 1748 n'a pas réglé le différend opposant la France et la Grande-Bretagne en Amérique du Nord. Plus que jamais, deux dynamiques antagonistes se font face, notamment dans la vallée de l'Ohio. Cet affluent du Mississippi est essentiel pour la communication entre les deux parties de la Nouvelle-France, le Canada et la Louisiane. Mais cette zone est également convoitée par la colonie britannique de Virginie. Le 28 mai 1754, un détachement français sous les ordres du capitaine de Jumonville rencontre, près de Great Meadows, des miliciens virginiens commandés par un homme appelé à un destin exceptionnel : George Washington. Jumonville et plusieurs de ses compagnons sont massacrés.

L'engrenage menant à une guerre coloniale s'est mis en branle. Le cabinet britannique espère régler le différend en frappant fort afin d'obliger Louis XV à négocier. Il donne ordre à la Royal Navy de s'emparer des renforts que la France s'apprête à envoyer en Amérique : le 8 juin 1755, deux navires, perdus au large de Terre-Neuve, sont saisis par l'amiral Boscawen. Le gros de la flotte française étant, quant à elle, parvenue à bon port au Canada, l'opération a fait long feu. Cette action des Britanniques, en pleine paix, scandalise l'opinion française (on évoque l'« attentat de Boscawen »). L'anglophobie se réveille instantanément. La conduite de la « moderne Carthage » est dénoncée avec véhémence. Les poètes montrent l'exemple. Tout en pleurant la mort du capitaine de Jumonville, victime de la perfidie d'Albion, les vers d'Antoine Léonard Thomas redoublent d'insultes contre la nation qui s'en est prise aux navires : *« Pirates, assassins, usurpateurs, parjures !/ Quel horrible tableau pour les races futures ! »*

Nations autochtones alliées

Les hostilités sont ouvertes en Amérique du Nord. Le 9 juillet 1755, non loin de l'endroit où fut tué Jumonville, les troupes du général Braddock sont mises en pièces par les Amérindiens qui combattent avec les Français. En 1755, la Nouvelle-France compte environ 70 000 habitants, pour l'essentiel concentrés entre l'embouchure du Saint-Laurent et Montréal. Ces Français d'Amérique font face à treize colonies britanniques quinze fois plus peuplées. Conscient du déséquilibre démographique, le gouverneur général de la Nouvelle-France, le marquis de Vaudreuil, n'a d'autre ressource que de faire appel aux nations autochtones alliées. L'emploi contre les colons britanniques de la guerre de Raids, faite d'opérations d'une extrême violence contre les colons britanniques, devient systématique. Cette stratégie porte ses fruits. Les Français font mieux que résister. Ils renforcent leurs positions. Le 14 août 1756, les soldats du marquis de Montcalm s'emparent d'Oswego (ou Chouagen, pour les Français), un point stratégique sur le lac Ontario. Le 9 août 1757, ils prennent le fort William Henry, un événement immortalisé par James Fenimore Cooper dans *Le Dernier des Mohicans**(cf. p. 40)*.

En raison des revers qui se succèdent à partir de novembre 1757 et de l'humiliation de la paix de Paris, on a parfois oublié que la première phase de la guerre s'est déroulée sous de bons auspices pour la France. Le 28 juin 1756, alors que les hostilités viennent d'être officiellement déclarées, les troupes du maréchal de Richelieu conquièrent l'île de Minorque, aux Baléares, sous contrôle britannique depuis le début du siècle. En Grande-Bretagne, la colère monte contre le ministère, accusé de faiblesse et d'impéritie. Son principal opposant, William Pitt l'Ancien, se fait le chantre, au Parlement, d'un peuple d'Amérique *« trop longtemps insulté, trop longtemps négligé, trop longtemps oublié »*. Le 27 juin 1757, George II, qui détestait Pitt à cause de ses diatribes contre le *« misérable Électorat »* de Hanovre, se résigne, sous la pression populaire, à le faire entrer au ministère. Devenu secrétaire d'État au département du Sud, Pitt se trouve aux premières loges comme

responsable des opérations militaires dans les colonies. Ce goutteux chronique au tempérament maniaco-dépressif est sûr de son fait : *« Je suis convaincu que je peux sauver le pays. Nul autre que moi n'en est capable. »*

A la date de l'entrée de Pitt au ministère, ce qui était originellement un conflit ultramarin s'est propagé à l'Europe. Par un étrange paradoxe, le désir de paix qui animait Louis XV et George II en est la cause. Au cours du second semestre de 1755, alors que la perspective d'une guerre coloniale devient de plus en plus certaine, la priorité, à Londres comme à Versailles, est d'éviter l'extension du conflit au Vieux Continent. George II, qui craint pour son Hanovre, engage des négociations avec Frédéric II. Elles aboutissent, le 16 janvier 1756, à la signature de la convention de Westminster, assurant la neutralité de la Prusse dans le conflit franco-britannique. Pendant que Londres négociait avec Berlin, Louis XV répondait favorablement aux sollicitations de la maison d'Autriche. Les négociations qui se sont ouvertes à Paris, à la fin de l'été 1755, s'apparentent à maints égards à un marché de dupes. Louis XV croit que le rapprochement avec Vienne permettra d'éviter l'embrasement de l'Europe. Le roi pèche par naïveté : l'unique objectif de Marie-Thérèse est de se doter d'un allié puissant pour récupérer la Silésie. Le 1er mai 1756, le traité d'alliance bouleverse les fondements de la diplomatie européenne. En engageant Louis XV à défendre Marie-Thérèse en cas d'agression, le traité de Versailles marque la fin d'une rivalité franco-autrichienne vieille de plus de deux siècles.

Le renversement des alliances

Ce que les historiens ont appelé le « renversement des alliances » était fait pour garantir la paix de l'Europe. C'est compter sans le roi de Prusse, qui, contrairement à Louis XV, a saisi les objectifs de Marie-Thérèse. Décidé à prendre l'Autriche par surprise, Frédéric II attaque la Saxe le 29 août, puis la Bohême le 13 septembre 1756. L'entrée en guerre de la Prusse entraîne la formation d'une coalition rassemblant l'Autriche, la France, la Russie, la Suède et plusieurs princes allemands. Louis XV s'engage à envoyer, tant que durera le conflit, plus de 100 000 hommes en Allemagne. Les premiers mois sur le front européen laissent espérer un dénouement rapide. Frédéric II est, en effet, en mauvaise posture. Mais, par deux coups d'éclat, il rebat toutes les cartes. Le 5 novembre 1757, à Rossbach, il inflige une terrible défaite aux forces françaises du prince de Soubise. Un mois plus tard, il écrase les Autrichiens à Leuthen. La guerre d'Allemagne est appelée à se prolonger, fâcheuse nouvelle pour la France, qui s'embourbe dans un conflit la détournant de la guerre d'Amérique. Le secrétaire d'État des Affaires étrangères, l'abbé de Bernis, avoue ne plus y croire : *« Si nous voulons suivre notre affaire de terre*[la guerre d'Allemagne], *il faut renoncer à celle de mer. »*

Jusqu'en 1757, les Français ont tenu bon en Amérique face aux Britanniques. En 1758, la Nouvelle-France révèle ses failles. Elles sont béantes. Incapable de mener de front deux conflits simultanés, Versailles néglige le théâtre nord-américain de la guerre. Or, au même moment à Londres, Pitt en a fait sa priorité. La participation britannique à la guerre d'Allemagne se borne à l'octroi de subsides à la Prusse et, pour contenter Frédéric II, qui ne cesse de réclamer une intervention militaire, à l'envoi d'un petit détachement en Westphalie. Cette stratégie s'avère payante. Au terme du conflit, Pitt la résumera par une formule qui n'a rien d'une boutade : *« L'Amérique a été conquise en Allemagne. »*

L'année 1758 marque le début de la fin pour la Nouvelle-France. Le 26 juillet, les troupes du général Amherst s'emparent de la forteresse de Louisbourg qui, sur l'île Royale, garde l'entrée du Saint-Laurent. La voie est ouverte vers Québec et Montréal. Les colons britanniques font pression pour que le gouvernement aille plus loin : *« Nous avons jusqu'ici gaspillé notre force à vouloir ébrancher l'arbre, alors qu'il eût fallu porter la hache à la racine »*, lit-on dans une gazette. Pitt est averti : l'Amérique britannique souhaite que les Français soient définitivement chassés du Nouveau Monde.

En 1758, la guerre prend un visage résolument mondial en s'étendant à l'Afrique, où les Britanniques mettent la main sur Gorée, base française du trafic d'esclaves, puis en 1759, aux Antilles, où les Britanniques prennent la Guadeloupe. En Inde, où s'affrontent depuis 1756 les deux compagnies rivales, Robert Clive et ses troupes commencent, au même moment, à grignoter les conquêtes

françaises réalisées quelques années plus tôt par le gouverneur Dupleix *(cf. p. 41)*. En 1762, l'entrée en guerre de l'Espagne aux côtés de la France renforce encore le caractère planétaire du conflit, qui s'étend désormais aux Philippines et à Cuba.

1759 est aussi l'année où la guerre d'Amérique bascule définitivement en faveur des Britanniques. Outre la responsabilité du conflit en Allemagne, qui empêche Louis XV de concentrer ses efforts outre-Atlantique, l'effondrement français est le produit de trois facteurs qui conjuguent leurs effets. En Amérique, les tensions au sommet de la hiérarchie militaire entre le gouverneur général Vaudreuil et le marquis de Montcalm, qui commande les troupes françaises, portent gravement préjudice à la conduite des opérations. Montcalm entend se passer des Amérindiens, un appoint que Vaudreuil, au contraire et à juste titre, estime vital. En 1759, le point de vue de Montcalm, qui s'est imposé, prive la France d'alliés très précieux.

Le sort de l'Amérique se joue au même moment sur mer. Arrivé aux Affaires étrangères à la fin de 1758, Choiseul prépare un débarquement en Angleterre pour forcer Londres à négocier. Ce projet audacieux ne résiste pas aux deux batailles qui mettent en pièces la marine de Louis XV. Le 19 août 1759, la flotte de l'amiral de La Clue est vaincue près de Lagos, au Portugal. Le 20 novembre, l'escadre de l'amiral de Conflans subit le même sort à l'archipel des Cardinaux, près de Quiberon. Privée d'une large partie de sa marine, la France est désormais incapable d'envoyer des renforts au Canada. Or la poussée britannique s'y confirme de façon éclatante. Le 13 septembre 1759, aux plaines d'Abraham, devant Québec, les forces britanniques du général Wolfe écrasent les Français commandés par Montcalm. Le coup de grâce est donné un an plus tard, le 8 septembre 1760, avec la prise de Montréal par l'armée de Jeffery Amherst. La Nouvelle-France a vécu.

Le basculement de la guerre au profit des Britanniques doit également beaucoup à l'accueil que les colons réservent aux mesures que Pitt a prises en leur faveur. Rompant avec l'autoritarisme de ses prédécesseurs qui ne provoquait, au mieux, que de l'apathie, le secrétaire d'État, par une série de décisions à forte portée symbolique, montre qu'il respecte les particularités d'une nation ultramarine qui n'est plus tout à fait identique à celle de la métropole. Pitt abolit les mesures vexatoires qui frappaient les milices coloniales. Il promet, en outre, que l'effort de guerre demandé sera pris en compte par Londres après le retour à la paix. En un instant, l'Amérique change de visage. Un élan patriotique sans précédent anime les assemblées coloniales, qui votent avec enthousiasme les levées de troupes.

La guerre coloniale et maritime s'achève, le 10 février 1763, sur le traité de Paris. Ses clauses humiliantes pour la France n'offrent pas de précédent dans l'histoire moderne. S'il conserve ses îles des Antilles et un droit de pêche au large de Terre-Neuve, avec un abri aux îles de Saint-Pierre et de Miquelon, Louis XV cède la totalité du Canada à la Grande-Bretagne. Il offre la Louisiane à l'Espagne en compensation de la Floride, passée aux mains des Britanniques. En Inde, la présence française est réduite à cinq comptoirs. Le traité d'Hubertsbourg du 15 février 1763 règle, quant à lui, la guerre en Allemagne. Si l'on retourne au *statu quo ante bellum*, l'ordre européen n'en est pas moins bouleversé. Aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, la maison d'Autriche, la Prusse et la Russie ont monté en puissance. Cette pentarchie est appelée à dominer la diplomatie jusqu'en 1914.

Le legs de la guerre de Sept Ans ne se limite cependant pas aux rapports de force. Le conflit a provoqué une mutation profonde de la culture politique des puissances belligérantes, et en tout premier lieu de la France.

Frédéric II ou l'art de la désinformation

Dès leurs premiers instants, les hostilités se sont doublées d'une guerre d'encre et de plume qui a vu la Prusse, la France et la Grande-Bretagne déployer des trésors d'invention pour mobiliser les opinions. La propagande de guerre bat son plein : Frédéric II inonde l'Europe, la France d'abord, de brochures manipulant les faits, transformant avec dextérité un revers en demi-victoire. Passé maître dans l'art de la désinformation, le roi de Prusse jouit d'une popularité remarquable auprès des Français. En septembre 1758, comme beaucoup de ses contemporains, le maréchal de Belle-Isle s'en étonne : *« La moitié de ce qui habite Paris est désormais atteinte par l'épidémie. »* Non sans justesse, le ministre de Louis XV attribue cette prussomanie à une propagande tous azimuts reposant

largement sur la désinformation : *« Cette expérience qui réussit si bien au roi de Prusse, de supprimer tout ce qui lui arrive de mal et d'exagérer ses succès. »* Belle-Isle s'étonne que *« l'expérience des fausses nouvelles et des exagérations n'ait point encorecorrigé le public1 que l'on soit toujours disposé à croire tout ce que ce prince mande, et même à l'amplifier »*. Il est vrai que la parole de Frédéric II est relayée par un réseau d'admirateurs où figurent en bonne place les philosophes et les parlementaires. Et, tandis que le roi-philosophe fait preuve d'un courage exemplaire sur les champs de bataille, Louis XV reste cloîtré dans son palais de Versailles. L'image de Louis le Bien-Aimé n'a pas résisté aux défaites.

Un nouveau patriotisme

La guerre donne un remarquable coup de fouet au sentiment national. A guerre exceptionnelle, réponse exceptionnelle. Le conflit avec la Grande-Bretagne impose aux Français un engagement patriotique. Il importe, écrit le Havrais dans la lettre déjà citée, *«d'engager la nation, je veux dire, les gens aisés, à faire un effort digne de patriotes vraiment français»*, pour un projet *« glorieux et utile à l'État, tel, par exemple, que l'établissement d'un port à la Hougue sur le plan qu'en viennent de dresser les ingénieurs de Sa Majesté»*.

La mort de Jumonville ou, plus tard, les « traîtrises » des Britanniques stimulent l'attachement à la France. Sensible, comme William Pitt et Frédéric II, aux aléas de l'opinion, le duc de Choiseul exploite la vague de patriotisme que vit la France à la fin de la guerre. Au cours de l'hiver 1761-1762, le ministre orchestre une campagne de souscriptions destinée à reconstruire la marine détruite par les Britanniques. L'opération est une réussite : les 14 millions de livres récoltés permettent la mise en chantier d'une quinzaine de vaisseaux. Ses effets sur la culture politique sont encore plus importants. Choiseul montre qu'il a perçu les enjeux du nouveau patriotisme français. Le ministre, qui a dissimulé le rôle du pouvoir dans le lancement de la souscription, ne s'est pas adressé aux sujets du monarque. Il a laissé s'exprimer une France citoyenne débordant d'enthousiasme à l'idée du relèvement de la flotte de guerre. Rien n'illustre mieux ces mutations du sentiment national que la poésie, qui, au fil des défaites, se fait de plus en plus martiale. En témoignent en 1762 les vers de Ponce-Denis Écouchard Lebrun, auteur d'une ode intitulée *Aux Français*. Confronté à l'actualité désespérante d'une guerre en passe d'être perdue, le poète enjoint ses compatriotes à lutter jusqu'au bout. Ses accents annoncent avec trente ans d'avance le *Chant de guerre pour l'armée du Rhin* : *« Français, ressaisissez le char de la victoire1/ Aux armes, citoyens ! il faut tenter le sort./ Il n'est que deux sentiers dans les champs de la gloire :/ Le triomphe ou la mort. »*

Avec le nouveau visage du patriotisme, la culture politique française fait ses premiers pas sur une terre inconnue. Ces Français citoyens annoncent les accents patriotes d'une nation reconnue comme majeure. A leur conduite fait écho celle des colons d'Amérique du Nord. Libérés de la menace française qui les retenait dans le giron de la métropole, les sujets ultramarins du roi George III se regardent, eux aussi, comme un peuple ayant accédé à l'âge adulte. De part et d'autre de l'Atlantique, l'ère des révolutions de la liberté s'est ouverte.

Encadré(s) :

L'AUTEUR

Professeur émérite à l'université Marie-et-Louis-Pasteur de Besançon, *Edmond Dziembowski a notamment publié* La Guerre de Sept Ans, 1756-1763 *(Perrin, 2015).*

A SAVOIR Une guerre, plusieurs noms

En Europe, les hostilités durent entre 1756 et 1763, d'où l'appellation de « guerre de Sept Ans ». Mais les Anglo-Saxons nomment « French and Indian War » les combats en Amérique contre leurs ennemis français et amérindiens qui se déclenchent dès 1754. Les Québécois parlent, eux, de « guerre de la Conquête », mettant l'accent sur la disparition de la Nouvelle-France en 1760.

DATES-CLÉS

1754

28 mai Le massacre du capitaine français Jumonville déclenche les hostilités entre Français et Britanniques dans la vallée de l'Ohio.

1755

8 juin L'amiral Boscawen attaque une escadre française au large de Terre-Neuve. Début du « Grand Dérangement » : les Acadiens sont déportés.

1756

17 mai La Grande-Bretagne déclare la guerre à la France. 28 juin Prise de Minorque par les Français. 29 août-13 septembre Invasion de la Saxe puis de la Bohême par Frédéric II.

1757

23 juin Victoire britannique à Plassey en Inde contre le nabab du Bengale. 9 août Prise du fort William Henry par les Français. 5 novembre Défaite française à Rossbach.

1758

Retournement de la guerre en faveur des Britanniques, qui prennent Louisbourg, au Canada, et Gorée, en Afrique.

1759

1er mai Les Britanniques prennent la Guadeloupe. 13-17 septembre Bataille des Plaines d'Abraham. Reddition de Québec.

1760

8 septembre Capitulation de Montréal.

1762

12 février Prise de la Martinique par les Britanniques. 12 août Prise de La Havane par les Britanniques.

1763

10 février Traité de Paris : fin du conflit colonial et maritime. 15 février Le traité d'Hubertsbourg règle la guerre entre l'Autriche et la Prusse.

ÉCLAIRAGE La Nouvelle-France : une Amérique franco-indienne

Au XVIIIe siècle, la Nouvelle-France, appuyée sur de vastes réseaux d'alliances avec les Amérindiens, s'étend du Saint-Laurent à la Louisiane.

Cette aventure coloniale a été largement oubliée de ce côté de l'Atlantique, engloutie par le récit de la naissance des États-Unis, voire du Canada anglais. Si quelques personnages, tels que Jacques Cartier, Samuel de Champlain et Robert Cavelier de La Salle, émergent dans notre mémoire collective, qui se souvient du coureur de bois bourguignon Nicolas Perrot, du Gascon Antoine

de Lamothe Cadillac, fondateur en 1701 de Détroit, ou des chefs amérindiens Kondiaronk et Le Serpent Piqué, dont les noms émergent dans la correspondance coloniale ? La Nouvelle-France, établie au XVIIe siècle, est composée de trois colonies : l'Acadie, le Canada (vallée du Saint-Laurent et Grands Lacs) et la Louisiane. L'exploitation de ce vaste territoire, peuplé de nations indiennes aux langues et aux coutumes diverses (Hurons, Ojibwé, Natchez, etc.), s'effectue selon un double modèle. D'abord une colonisation de peuplement : entre Québec et Montréal, où se développe une agriculture de type européen, sur le littoral de l'Ile Royale (Acadie), tourné vers la pêche, et enfin dans la région de La Nouvelle-Orléans, dont l'agriculture de plantation repose sur le travail d'esclaves. Ensuite, dans l'intérieur du continent, une implantation en archipel, avec des forts et des comptoirs toujours situés à proximité de villages autochtones, et reposant sur le commerce des peaux et fourrures.

En 1754, quand débute la guerre de Sept Ans en Amérique du Nord, la Grande Bretagne peut s'appuyer sur 13 colonies rassemblant 1,2 million d'habitants, face à 70 000 colons français dont le destin politique dépend en partie de leurs alliances avec les Amérindiens.

Gilles Havard *Auteur de* Les Natchez. Une histoire coloniale de la violence *(2024)*

FOCUS Tout commence dans l'Ohio

La marche vers la guerre est entamée dès 1754 dans l'Ohio. Cette rivière, reliant le Canada à la Louisiane, est disputée par la France et la Grande-Bretagne. Le 28 mai, des troupes de la colonie de Virginie, sous la direction du jeune Washington et avec l'aide d'alliés iroquois, encerclent le détachement du capitaine Jumonville, près de Great Meadows. Ensuite les versions divergent. Selon les Français, Jumonville, venu parlementer, est froidement assassiné par les Britanniques. D'après les Américains, il aurait succombé à une fusillade. Selon l'historien Fred Anderson, Jumonville a été tué d'un coup de tomahawk, alors qu'il tentait de lire un message diplomatique, par le chef iroquois Tanaghrisson que Washington ne put contenir. Voltaire fit part de son indignation : *« J'étais Anglais alors, je ne le suis plus depuis qu'ils assassinent nos officiers en Amérique. »*

PORTRAITS Le camp français

LOUIS XV

Roi de guerre malgré lui, Louis XV tente d'éviter la propagation du conflit en Europe en faisant alliance avec l'Autriche. En vain.

RUSSIE ET SUÈDE LES ALLIÉS HISTORIQUES

ÉLISABETH DE RUSSIE

Ennemie de la Prusse, elle lance la Russie dans le premier grand conflit européen de son histoire.

ADOLPHE-FRÉDÉRIC DE SUÈDE

Le roi de Suède fait intervenir à partir de 1757 ses troupes en Poméranie contre la Prusse.

AUTRICHE LA TRANSFUGE DÉCISIVE

MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE

L'impératrice-reine recherche l'alliance française pour reconquérir la Silésie, prise par le roi de Prusse en 1742.

ESPAGNE LA DERNIÈRE CHANCE

CHARLES III

Devenu roi d'Espagne en 1759, il s'inquiète des progrès de la puissance coloniale britannique et signe en 1761 un pacte de Famille avec Louis XV.

PORTRAITS L'axe Londres-Berlin

GEORGE II

Bien que très attaché à son électorat de Hanovre, le roi britannique, sous la pression de l'opinion, donne à partir de 1757 la priorité à la guerre maritime et coloniale.

FRÉDÉRIC II

Résistant à une formidable coalition, le roi de Prusse sort de la guerre sans gains territoriaux mais avec un prestige décuplé. Il est devenu Frédéric le Grand.

FOCUS L'homme de la victoire

Le Britannique William Pitt l'Ancien (1708-1778) a déjà un long parcours derrière lui quand il est nommé en 1756, à 48 ans, secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères et de la guerre dans les colonies. Orateur flamboyant, Pitt s'est fait connaître dès les années 1730 pour ses critiques véhémentes de la corruption politique et pour ses idées inspirées du républicanisme du XVIIe siècle. Sans fortune personnelle, méprisant les réseaux d'influence, solitaire par nature et détesté par le roi George II, Pitt est un politicien atypique. Lorsqu'il quitte le ministère en octobre 1761, il jouit pourtant d'une popularité inédite car il est vu par les Britanniques comme l'artisan du redressement spectaculaire qui a conduit aux succès planétaires de l'armée du pays durant la guerre de Sept Ans. Il restera pour la postérité le « ministre du peuple », en raison des liens privilégiés qu'il a tenté de nouer avec les Britanniques.

À LIRE « Le Dernier des Mohicans »

Le roman de Fenimore Cooper, publié en 1826, raconte un épisode sanglant de la guerre de Sept Ans : le siège du fort William Henry par les troupes françaises de Montcalm, entre le 3 et le 9 août 1757, suivi du massacre des Britanniques par les alliés amérindiens des Français. Méditation nostalgique sur l'effacement des nations autochtones, ce best-seller a cependant surtout popularisé la figure du coureur de bois (appelé trappeur au XIXe siècle) : Natty Bumppo, le héros de la saga accompagné de Chingachgook et de son fils Uncas, le dernier des Mohicans, affronte l'immense forêt américaine.

© 2026 L'Histoire

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20261101·SHI·54903201